



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 192 - Juillet 2013

NOTRE OPINION

- **La lutte des peuples qui vivent de la mangrove, pour la visibilité, pour les droits et contre la consommation destructrice**

LE THÈME CENTRAL DE CE BULLETIN: LA MANGROVE

- **La lutte et la résistance des communautés de la mangrove en Amérique latine**
En juin 2013, à Monterrico, Guatemala, des délégués du Brésil, de Cuba, du Mexique, d'El Salvador, du Honduras, du Pérou, du Venezuela et du Guatemala ont participé à la 6e Réunion du Conseil de direction de Redmanglar International pour la défense des territoires marins et côtiers et de la vie communautaire.
- **Guatemala : des terres domaniales pour les habitants d'Isla Chicales**
Il y a plusieurs années les habitants de la communauté d'Isla Chicales se sont aperçus que la mangrove se dégradait et, depuis, ils prennent des mesures diverses pour le conserver.
- **Brésil : lutter pour notre territoire de pêche et le défendre**
Les côtes du Brésil sont gravement menacées par une série d'initiatives de grande portée. Parmi les actions qui mettent en danger les mangroves et la vie des peuples figurent la privatisation des étendues d'eau, la concession des eaux publiques et les bassins pour l'élevage de poissons.
- **La campagne de la SSNC pour sauver les mangroves et leurs habitants**
La Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC d'après l'anglais) a lancé en 2011 la campagne ANTISCAMPI (« anti-crevettes »), dans le but de promouvoir une modification des habitudes suédoises en matière de consommation de crevettes.
- **Indonésie : des mangroves pour la vie**
D'après The World's Mangroves 1980-2005 (FAO 2007), l'Indonésie possède la plus large étendue de mangroves du monde. Néanmoins, aussi bien la quantité que la qualité de ces mangroves ont diminué d'année en année.
- **Bangladesh : l'impact de l'industrie crevettière sur les femmes**
L'accaparement de terres et les cas d'intimidation constatés par une équipe de chercheurs de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) dans les zones d'élevage de crevettes des environs de Khulna touchent des familles entières dont les terres et les moyens

NOTRE OPINION

- La lutte des peuples qui vivent de la mangrove, pour la visibilité, pour les droits et contre la consommation destructrice



(Photo: Greenpeace International)

La mangrove pourrait être considérée comme le type de forêt tropicale le plus oublié ou invisible de la planète, et leurs habitants comme les populations les plus oubliées et invisibles de celles qui dépendent directement des forêts pour leur survie.

Or, l'importance des mangroves et des peuples qui les conservent est indéniable. Pour le constater, il suffit de regarder l'appel publié ce mois par le réseau pour la défense des mangroves Redmanglar International pour annoncer que le 26 juillet est la Journée internationale pour la défense de cet écosystème. Redmanglar y souligne les fonctions de reproduction, d'alimentation et de refuge qu'accomplissent les mangroves des régions côtières pour la grande majorité – 75 % – des espèces tropicales. En plus, elles sont le moyen de subsistance de millions de familles du monde entier.

Les communautés et les ONG qui défendent les mangroves et le mode de vie de leurs habitants s'efforcent énormément, jour après jour, pour lutter contre « l'invisibilité » de ces écosystèmes et de ses peuples, face à la vague continue de projets de privatisation tels que l'élevage de crevettes et de poissons, les grands ports pour l'exportation, le tourisme à grande échelle, les usines sidérurgiques, les parcs éoliens, l'exploitation pétrolière, les mines, des centaines de barrages hydroélectriques, en plus des plantations industrielles comme celles de palmiers à huile ou de canne à sucre, qui les envahissent et les polluent.

La lutte pour la défense des mangroves consiste, en premier lieu, à défendre les droits des peuples sur les territoires, les fleuves et les forêts dont ils dépendent. Ces choses-là n'ont pas d'importance pour les protagonistes de l'actuel modèle de développement destructeur, mais ils affirment quand même qu'ils se soucient de l'environnement, qu'ils proposent une « économie verte », « durable », et qu'ils utilisent de plus en plus les « énergies renouvelables ». Un bon exemple de la contradiction entre ce discours et la réalité est ce qui se passe dans la région littorale de l'État de Maranhão, au Brésil, à proximité de la ville de São Luís, où l'entreprise brésilienne Suzano Papel e Celulosa prétend installer un port pour l'exportation de pellets de bois provenant de plantations industrielles d'eucalyptus. Tandis que ces plantations de biomasse sont déjà en train d'envahir et de détruire les territoires des communautés traditionnelles du Baixo Parnaíba, à l'intérieur de l'État de Maranhão, le port en question envahirait et détruirait une zone de fleuves, de mangroves et de mer dont dépend la subsistance de 500 familles. Cela porte à se demander ce qu'il y a de « renouvelable », de « vert » ou de « durable » dans un projet qui détruit la végétation et qui va détruire encore plus de mangroves au Brésil pour contribuer à accroître la consommation d'énergie « renouvelable » en Europe, lieu de destination des pellets, où l'électricité qu'ils permettront de générer alimentera une consommation d'énergie déjà élevée,

pour ne pas dire excessive.

Il faudrait s'abstenir des projets de ce genre et s'attaquer plutôt aux causes profondes de la destruction des mangroves, en essayant de transformer un modèle de production et de consommation qui exige, de plus en plus, de concentrer, de privatiser et de détruire des terres et d'expulser leurs habitants pour assurer des bénéfices aux principaux intéressés, c'est-à-dire les banques et les entreprises. Or, au lieu de cela, parallèlement à la destruction continue des mangroves (sauf dans quelques zones réservées en tant que parcs côtiers), on propose une innovation : le « carbone bleu », considéré comme « le REDD+ des mangroves et des zones côtières »".

S'il était vrai, comme l'affirment les défenseurs du « carbone bleu », que la mangrove et les écosystèmes côtiers stockent de grandes quantités de carbone, rien ne serait plus urgent que de les conserver dans le monde entier. La manière la plus sûre de conserver ces forêts si menacées et d'assurer la subsistance des communautés qui en dépendent consisterait à lutter pour les droits territoriaux de ces dernières. Cependant, les diverses initiatives favorables au « carbone bleu » que l'on trouve sur l'internet ne parlent pas de droits. De façon générale, elles affirment que les communautés seront « avantagées » ou « prises en considération » lorsque le carbone « stocké » sera vendu. Or, rien n'est moins sûr ; n'oublions pas que REDD+ est en pleine crise. Néanmoins, les fonds de carbone proposent le « carbone bleu » et encouragent les entreprises privées à investir en leur promettant « un bon rendement » en commercialisant ces « actifs ». Est-il possible de conserver la mangrove grâce à des investisseurs qui fonctionnent à l'intérieur d'un système basé sur la destruction et qui stimule sans cesse les activités mentionnées, c'est-à-dire celles qui menacent la survie des mangroves ?

Nous pensons qu'il est nécessaire plutôt de concentrer les efforts à soutenir les organisations communautaires, les ONG et les divers réseaux qui luttent pour les droits territoriaux des peuples des mangroves et qui soulignent l'importance du rôle que jouent les femmes de ces communautés. Cette lutte vise aussi à faire reconnaître le style de vie et l'identité propres à ces populations, l'importance de la pêche artisanale pour leur souveraineté alimentaire, et leur contribution à la conservation de l'environnement.

Parallèlement, des campagnes fortement solidaires avec les peuples des mangroves sont menées pour sensibiliser les consommateurs aux rapports directs de certains produits avec la destruction de ces écosystèmes. Un bon exemple en est la campagne organisée en Suède [voir plus loin l'article à ce sujet], dont le message est clair : il ne faut pas consommer un produit – la crevette – dont la production industrielle est responsable de la destruction de quelque chose d'aussi important que les mangroves. Soulignons que cette campagne ne suggère pas de consommer à la place des crevettes « certifiées », bien que les défenseurs du « carbone bleu » considèrent que telle serait la « solution » pour éviter la destruction des mangroves. Les organisations communautaires et leurs réseaux s'opposent avec énergie à cette idée fautive, suivant laquelle la « crevette certifiée » serait « durable » [voir plus loin la déclaration de Redmanglar].

Nous nous rallions à ceux qui affirment que la production industrielle de crevettes ne peut pas être « durable », tout comme il est impossible de produire « durablement » de la pâte et du papier à partir des plantations industrielles d'arbres. Il s'agit de méthodes de production qui, par définition, sont nuisibles à l'environnement et détruisent l'avenir des forêts et de leurs habitants. L'important c'est de changer les modèles de production et de consommation dominants.

LE THÈME CENTRAL DE CE BULLETIN: LA MANGROVE

- La lutte et la résistance des communautés de la mangrove en Amérique latine



En juin 2013, à Monterrico, Guatemala, des délégués du Brésil, de Cuba, du Mexique, d'El Salvador, du Honduras, du Pérou, du Venezuela et du Guatemala ont participé à la 6e Réunion du Conseil de direction de Redmanglar International pour la défense des territoires marins et côtiers et de la vie communautaire.

La Déclaration de Monterrico qui a découlé de cette réunion fait une évaluation des pays de la région et signale qu'ils sont dominés par « un modèle de capitalisme vorace, axé sur l'extraction de ressources, appliqué avec la complicité des gouvernements qui y adaptent la législation nationale et internationale et qui encouragent, au moyen de leurs institutions et de leur infrastructure, la privatisation et l'accaparement du territoire et des écosystèmes côtiers pour faciliter aux grands investisseurs l'extraction de minéraux, d'énergie éolienne et hydroélectrique et des matières premières nécessaires au maintien d'un système fortement consommateur ».

Le collectif s'est prononcé contre « toutes les pratiques faussement écologiques qui appuient financièrement ce modèle, comme la certification de l'élevage de crevettes, le programme REDD+ et le commerce des crédits de carbone », parce qu'elles « portent atteinte aux droits des peuples traditionnels de la mangrove, qui ont été dépouillés, déplacés de leurs territoires et privés de leurs moyens d'existence, au point que leur survie est en péril ».

La déclaration dénonce aussi que la concession à l'aquaculture industrielle de zones de pêche traditionnelles, l'impunité avec laquelle on pratique dans la plupart des pays le chalutage qui surexploite les ressources marines, et les dégâts écologiques que les plantations industrielles de canne à sucre et de palmiers à huile provoquent dans les bassins du littoral constituent « un processus évident de génocide environnemental des petits pêcheurs artisanaux de tout le continent ».

Panorama de la région

Les représentants des communautés du littoral ont brossé un tableau de la situation actuelle de leurs mangroves :

GUATEMALA

La Coordination guatémaltèque pour la défense des mangroves et de la vie dénonce les cas de destruction de la mangrove côtière du pays, souvent devant les yeux des autorités gouvernementales, ainsi que l'accaparement des territoires et des moyens d'existence des communautés du littoral, et elle salue les initiatives de défense des communautés de Santa Odilia, Isla Chicales, San Antonio Los Encuentros, Tulate, Iztapa et Champerico.

CUBA

La délégation signale qu'on a réussi à analyser les dangers, les points de vulnérabilité et les risques de la zone côtière, et à évaluer les effets de la montée du niveau de la mer sur ces milieux. Les résultats sont utilisés pour améliorer les processus d'aménagement territorial de la région.

MEXIQUE

Le gouvernement favorise les grands projets et accorde des concessions à l'industrie minière, à l'industrie pétrolière, aux plantations industrielles, aux parcs éoliens, aux barrages hydroélectriques et au tourisme de masse, qui menacent les écosystèmes côtiers et le territoire des peuples originaires.

Le représentant mexicain a signalé : « Nous sommes convaincus que, face aux effets du changement climatique et de l'importance de la mangrove pour la souveraineté alimentaire de nos peuples, cet écosystème doit être classé comme prioritaire pour les mesures de conservation. Nous nous prononçons contre les réformes de la loi agraire qui visent à faciliter la privatisation et la disparition de la propriété collective en faveur de la pleine propriété des terres ».

EL SALVADOR

L'appât du gain a poussé les grandes entreprises nationales et transnationales à envahir et à piller des territoires, comme c'est le cas de la Baie de Jiquilisco, Usulután, où l'on est en train de concentrer la propriété des terres et de développer des projets d'infrastructure pour ouvrir la voie à l'investissement dans le méga-tourisme, avec le soutien, par exemple, de la « Corporación Cuenta del Milenio » (FOMILENIO), un fonds donné par les États-Unis.

HONDURAS

Les délégués honduriens ont dénoncé la surexploitation, l'expansion de cultures industrielles comme la canne à sucre et l'élevage de crevettes parmi les causes de la destruction rapide du Golfe de Fonseca et de toutes ses ressources.

Ils ont réclamé aussi la révision de la nouvelle loi minière, qui risque de provoquer la destruction de milliers d'hectares de zones naturelles protégées et de la vie des peuples qui les habitent, et ils ont exigé que soit retirée du programme législatif la proposition du secteur crevettier industriel, qui permet à cette industrie de transférer, d'hypothéquer et de vendre les concessions.

PÉROU

Les organisations membres de CONDEM-Pérou ont réclamé, entre autres choses, que l'on freine l'expansion des industries crevettière et pétrolière, en raison de l'impact qu'elles ont sur les mangroves.

Les familles qui pratiquent l'extraction de ressources des mangroves ont entrepris de défendre ces écosystèmes qui garantissent leur sécurité alimentaire. Pour cette raison, elles exigent qu'on leur donne la possibilité de participer davantage aux décisions et qu'on demande le consentement préalable, libre et informé des communautés avant de mettre en œuvre un projet. De même, elles demandent que

les concessions et les propriétés abandonnées puissent être transférées aux pêcheurs artisanaux pour une production responsable qui contribue à satisfaire leurs besoins économiques.

VENEZUELA

La délégation du Venezuela a signalé que l'activité pétrolière dans le littoral, l'élargissement des ports, les entreprises touristiques, la monoculture et l'accaparement de terres ont de graves effets sur les écosystèmes de mangrove. Toutes ces initiatives sont le reflet d'un modèle de développement erroné qui déplace les communautés de pêcheurs artisanaux et qui privatise le patrimoine naturel des peuples.

Les délégués présents ont exhorté l'Assemblée nationale à considérer l'adoption d'une loi pour la protection des écosystèmes de mangroves.

BRÉSIL

Les pêcheurs traditionnels ont toujours compris l'importance de l'écosystème de mangrove pour l'équilibre des espèces et pour l'affirmation de leur identité ancestrale. Pour eux, la pêche est plus qu'un métier, c'est une manière particulière de vivre qui contribue à assurer la souveraineté alimentaire du peuple brésilien et qui fait d'eux les gardiens d'une tradition millénaire.

En tant que tels, ils ont décidé de combattre de front le modèle actuel de développement, basé sur des politiques de privatisation des masses d'eau grâce à la loi sur les concessions pour l'aquaculture à grande échelle, sur l'assouplissement des réformes législatives favorables à l'aquaculture et à l'élargissement de plusieurs projets d'extraction minière, de barrages hydroélectriques, de tourisme de masse, de centrales électriques thermiques, de parcs éoliens, d'industries pétrolières, de ports et de chantiers navals.

Redmanglar International appuie la lutte des pêcheurs brésiliens et demande aux autorités compétentes de valider leur projet de loi sur la régularisation des zones de pêche, afin de sauvegarder et de protéger leurs territoires ancestraux pour cette génération et pour les générations futures.

Pour finir, Redmanglar a affirmé le besoin d'unité et d'alliance de toutes les forces, tous les mouvements progressistes, les forces révolutionnaires, les organismes et les institutions qui appuient les combats pour la protection et la récupération des mangroves et des droits des communautés ancestrales qui dépendent de ces écosystèmes, symboles de vie plutôt que simples marchandises.

À l'occasion du 26 juillet, Journée internationale pour la défense de l'écosystème de mangrove, sous la devise « La mangrove, souveraineté alimentaire des peuples du littoral », on invite les organisations de base des pays membres ou non membres de Redmanglar International à lutter sans cesse et à résister sans relâche.

Article basé sur l'information envoyée par Redmanglar. Pour lire le texte intégral de la Déclaration de Monterrico et le communiqué de presse sur la Journée internationale de la mangrove, veuillez visiter <http://www.redmanglar.org>

- Guatemala : des terres domaniales pour les habitants d'Isla Chicales



La communauté d'Isla Chicales, située en Nueva Concepción Escuintla, est composée de près de 140 familles qui, directement ou indirectement, tirent profit de la pêche et d'autres produits de l'écosystème de la mangrove. Il y a plusieurs années les habitants se sont aperçus que l'écosystème se dégradait et, depuis, ils prennent des mesures diverses pour le conserver, comme par exemple l'autorégulation communautaire de la pêche et de la chasse et la plantation de mangliers pour reboiser les zones atteintes.

Du point de vue géographique, Isla Chicales n'est pas une île ; son nom est dû au fait qu'elle est délimitée sur tous les côtés par des sources d'eau. Néanmoins, ses zones humides et ses mangroves sont en train de se dégrader en raison d'un processus accéléré d'accaparement de terres pour des plantations industrielles de pastèques, des fermes crevettières, des plantations de canne à sucre, de bananiers et de palmiers africains.

Par conséquent, les habitants perdent la possibilité de cultiver des vivres, de louer des terres ou d'accéder aux zones de pêche. L'accaparement de terres met dans une situation dramatique les familles de pêcheurs et d'agriculteurs, qui sont en train de perdre leurs moyens de subsistance et leur souveraineté alimentaire.

Au cours d'une tournée que les représentants du Mouvement mondial pour les forêts tropicales et de Redmanglar International ont faite au mois de mai, ils ont pu constater les effets des plantations industrielles sur les moyens d'existence locaux. Dans plusieurs témoignages recueillis, les habitants ont mentionné que le problème de l'expansion de la canne à sucre est aggravé par la consommation excessive d'eau, par l'application de produits chimiques, par le brûlage des champs de canne et par le détournement et le barrage des fleuves.

Interrogés sur ce que représentait la mangrove pour les habitants du littoral, ils ont répondu :

« – c'est un refuge pour les poissons,
– une barrière contre les raz-de-marée,
– elle crée un environnement approprié pour vivre (un microclimat),
– c'est une source de bois de feu et de bois pour construire nos maisons,
– elle donne du travail aux femmes (la pêche),
– elle possède une grande biodiversité,
– on y pratique la pêche de subsistance et la pêche commerciale artisanale,
– elle est étroitement liée aux marais (pour la pêche),
– c'est une source d'aliments sains, tout le monde peut y accéder, même les plus pauvres, même les plus vieux. »

« C'est notre vie, elle nous donne à manger, nous en vivons », a conclu un des représentants de la population, et tous les autres ont été d'accord avec lui.

Une visite récente des membres du Conseil de direction de Redmanglar International a permis d'évaluer l'impact environnemental que subit la population d'Isla Chicales depuis l'arrivée de

l'agriculture industrielle et des fermes crevettières :

– Ces activités ne respectent pas la législation environnementale, endiguent des fleuves et des sources d'eau, abattent des arbres, même ceux qui, comme le manglier, préservent l'eau et le sol et sont des espèces protégées.

– Les plantations de pastèques, et encore plus celles de canne à sucre, dégradent la bande de régulation hydrique autour des marais, déversent dans les fleuves des effluents non traités, consomment un grand volume d'eau et appliquent des quantités considérables de produits agricoles toxiques.

– Le déplacement de la frontière agricole dû à la culture de la canne à sucre, des pastèques et des bananiers a fait qu'on ne respecte plus les normes établies pour les activités forestières, suivant lesquelles il faut respecter la végétation naturelle sur une zone de 50 mètres des deux côtés des fleuves, afin d'assurer une protection minimale de la bande de régulation hydrique responsable d'éviter l'érosion des sols et donc l'envasement des fleuves et des marais du littoral. La diminution de la capacité d'auto-épuration de ces milieux provoque, en définitive, la mort de la mangrove, avec toutes les conséquences que cela comporte pour la faune associée.

– Les effets sur la mangrove s'accompagnent d'une diminution de la biodiversité, en raison du rôle que joue cette formation végétale dans le cycle de vie des écosystèmes côtiers et des bassins hydrographiques. En plus, les écosystèmes côtiers deviennent plus vulnérables à certains effets du changement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer : lorsque celle-ci avance sur la côte, la mangrove devient moins capable de diminuer le danger d'inondation et d'atténuer l'intrusion marine qui provoque la salinisation des aquifères. En outre, quand la mangrove se détériore la production de nutriments diminue, ce qui fait diminuer considérablement les populations d'espèces marines nécessaires à la subsistance des communautés locales.

Le rôle des communautés locales dans la défense de la mangrove

Depuis que l'OCRET (Office de contrôle des réserves territoriales de l'État) a cédé de vastes étendues à des intérêts particuliers, l'accaparement de terres a augmenté et les populations locales ont perdu leur souveraineté alimentaire. Il y a quelques années, l'OCRET a cédé plus de 250 hectares de mangrove à José Bonilla, un propriétaire terrien cultivateur de pastèques. Ainsi, les familles d'Isla Chicales ont vu limité leur accès à la mangrove et à son utilisation.

Lorsqu'un autre propriétaire terrien, planteur de canne à sucre, a provoqué à son tour une nouvelle dégradation de la mangrove, les habitants d'Isla Chicales, avec d'autres communautés de la région et avec l'appui de la municipalité de Nueva Concepción, ont réagi en présentant une plainte formelle.

Ayant réussi à se faire entendre par le ministère de l'Environnement, par l'Institut national des forêts (INAB) et par le Conseil national des aires protégées (CONAP), les activités dans la propriété qui provoquait la dégradation de la zone humide et de la mangrove ont été suspendues juste avant la plantation. Les responsables ont dû s'engager par écrit à reboiser la mangrove concernée et à laisser dans le marais une bande de terrain où ils

ne planteraient pas de canne à sucre. Pour les habitants d'Isla Chicales, la plantation de mangliers sur une bande de 6 mètres de large et de près de deux kilomètres et demi de long, faite durant le premier semestre 2013, a été une grande victoire. En plus, cette bande de mangliers protégera la communauté contre les inondations futures.

En réponse à la progression accélérée de l'accaparement de terres, la Coordination guatémaltèque pour la défense des mangroves et de la vie (COGMANGLAR), le réseau international Redmanglar et le Conseil communautaire de développement (COCODE) d'Isla Chicales sont en train d'analyser la possibilité que les communautés locales puissent louer des terres domaniales (la plupart du littoral guatémaltèque, sur une largeur de près de trois kilomètres, appartient à l'État).

Grâce à cette initiative, les communautés mettraient à profit leurs connaissances sur l'utilisation et l'aménagement des écosystèmes ; cela permettrait de protéger la mangrove, un des écosystèmes les plus menacés du pays.

Carlos Salvatierra, Secrétaire exécutif de Redmanglar Internacional, adresse électronique : salvatierraleal@gmail.com. Article rédigé à partir de l'information obtenue durant le voyage d'étude fait en mai 2013 par le WRM, Redmanglar et Cogmanglar.

[index](#)

- Brésil : lutter pour notre territoire de pêche et le défendre

Les côtes du Brésil sont gravement menacées par une série d'initiatives de grande portée. Parmi les actions qui mettent en danger les mangroves et la vie des peuples figurent la privatisation des étendues d'eau, la concession des eaux publiques et les bassins pour l'élevage de poissons.

Les modifications du code forestier ont favorisé les activités de l'aquaculture industrielle en aidant les fermes crevettières qui étaient en régression à cause du virus de la tache blanche. Ces industries ont bénéficié d'une sorte de pardon de leurs dettes de la part du gouvernement, malgré les coûts écologiques et sociaux de leurs opérations.

Parmi les initiatives à fort impact figurent aussi les barrages hydroélectriques. Beaucoup de communautés qui ont subi l'expulsion de leurs territoires pour la construction de grands barrages n'ont pas d'électricité. Ces ouvrages portent atteinte à la dynamique des fleuves et aux cycles de reproduction des espèces ; la productivité des écosystèmes diminue, avec de graves conséquences pour les peuples traditionnels. Cette situation rend impossible la vie des pêcheurs brésiliens.

La mangrove est clôturée, et non seulement par des murs de béton ou par des barbelés : il y a quelque temps, dans la ville de Maragojipe de l'État de Bahia, un propriétaire terrien a entouré une mangrove d'une clôture électrifiée ; un cueilleur de crabes qui l'a touchée par accident en est mort.

Confrontés à ces graves problèmes, nous constatons que nos revendications ont été délégitimées parce qu'on les a classées dans le domaine du romantisme. C'est pourquoi les

peuples traditionnels comme les nôtres, issus du marécage et mariés à la mangrove, ne peuvent que lutter et défendre leur territoire.

L'État a voulu rendre invisible notre travail ; le gouvernement dit que nous ne produisons pas beaucoup, mais nous contribuons à la productivité de la pêche du pays et cela nous permet de mériter le respect de la société. Tel est justement un des défis que nous devons relever : faire connaître l'importance de la viabilité économique des petits producteurs – qu'il s'agisse d'agriculteurs ou de pêcheurs artisanaux – pour lutter contre l'idée que nous ne produisons rien, que nous sommes des peuples arriérés et qu'il faut nous faire accéder au « développement ». Une telle attitude révèle un profond racisme environnemental, parce que ces projets rendent notre vie impossible et représentent donc une violation des droits des habitants du littoral.

Pour toutes ces raisons, les luttes doivent être intégrales, sans considérer le développement et le territoire comme deux éléments séparés. La mise en œuvre de grands projets miniers, hydroélectriques, touristiques, crevettiers ou de plantations industrielles a lieu dans le même territoire où vivent les communautés. Par conséquent, la défense du territoire doit avoir une portée plus large ; pour nous, le territoire est notre mode de vie, c'est un ensemble de savoirs, de savoir-faire et de saveurs.

Nous avons déjà lancé une campagne pour la légalisation des territoires de pêche et nous essayons de faire adopter une loi qui protège et garantisse le nôtre en particulier. Au Brésil, et surtout à Bahia, les espaces de pêche ont été accaparés par des intérêts particuliers. Devant cette situation, nous nous sommes organisés pour créer le Mouvement des pêcheurs (MPP), afin de plaider pour des politiques et des lois favorables aux peuples de pêcheurs maritimes et fluviaux. Le mouvement existe depuis plus d'une décennie et il est né du besoin du peuple de s'organiser pour lutter contre les diverses menaces ; quand les gens s'organisent pour réclamer le respect de leurs droits, ils peuvent exiger aux gouvernements de créer des lois spécifiques pour la société.

Grâce à ces combats de toujours, les pêcheurs ont aujourd'hui au Brésil les mêmes droits qu'un employé du gouvernement ou un fonctionnaire ; ils bénéficient de pensions de retraite et de sécurité sociale. Pour y parvenir, nous avons dû mener de nombreux combats, poussés par la conviction que nous devons réaffirmer notre identité de pêcheurs artisanaux. Cette identité est fondamentale, d'autant plus que, dans les pays du tiers monde, on considère souvent que ce qui est local est de qualité moindre. C'est pourquoi le MPP a essayé d'accroître l'importance culturelle et sociale de la pêche, une activité millénaire qui devrait être considérée comme faisant partie du patrimoine culturel.

Elionice Sacramento, pêcheur de l'État de Bahia, Brésil, et membre du Movimento dos Pescadores y Pescadoras do Brasil (MPP). Extraits du discours qu'elle a prononcé pendant la réunion du Conseil de direction de Redmanglar International en 2013.

[index](#)

- La campagne de la SSNC pour sauver les mangroves et leurs habitants



Cela fait plus de 20 ans que l'industrie crevettière a pris de l'essor grâce à l'élevage dans des

fermes ; depuis, elle a eu de graves effets sur les mangroves et s'est accompagnée d'innombrables violations des droits de l'homme à l'égard des habitants de ces écosystèmes.

La Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC d'après l'anglais) a lancé en 2011 la campagne ANTISCAMPI (« anti-crevettes »), dans le but de promouvoir une modification des habitudes suédoises en matière de consommation de crevettes.

Kajsa Garpe, de la SSNC, raconte dans un article rédigé pour Redmanglar l'expérience de sa campagne en Suède : « Malgré nos efforts, combinés avec les efforts remarquables de nos associés, la demande de crevettes continuait d'augmenter. L'importation de crevettes pénaeidées congelées avait augmenté de 600 % entre 2000 et 2010 ».

Dans le but de réorienter la campagne, la SSNC a essayé de « sensibiliser le public au moyen d'une annonce publicitaire explicite mais gaie, publiée dans le nouveau site de la campagne, www.antiscampi.se, avec l'aide additionnelle de quelques bloggeurs influents qui avaient été recrutés à cet effet. À ce jour, la version suédoise dans Youtube a reçu plus de 115 000 visiteurs, tandis que la version anglaise (Keep tiger prawns off your plate, <http://www.youtube.com/watch?v=kw0tkYK7oEM&list=PL20325D34102EA53B&index=6>) en a reçu presque 22 000. La version en espagnol (Langostinos fuera del plato, <http://www.youtube.com/watch?v=fPD5xQ-SGLw>), téléchargée en décembre 2012, a déjà eu 2 300 visiteurs. Par la suite, l'animation a été transmise pro bono par plusieurs chaînes de télévision commerciale ».

Le site de la campagne de la SSNC dans Facebook a atteint rapidement plus de 10 000 personnes.

Kajsa raconte aussi que l'étape suivante de la campagne a consisté à divulguer, au moyen du rapport Murky Waters (Eaux troubles) les problèmes de l'élevage de crevettes au Bangladesh et de crevettes bio en Équateur (http://www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/aguas_turbias.pdf) et le vidéo (<http://www.youtube.com/watch?v=hPjPPEH3I7o>), , et dans le rapport Do you know what your dinner ate for breakfast ? (Savez-vous ce que votre dîner a mangé à son petit déjeuner ?) le cas de la production de farine de poisson pour les ferme crevettières (http://www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/sabes_lo_que_desayuno_tu_cena.pdf). Les rapports et les vidéos ont eu une large diffusion, ayant été transmis aux heures de grande écoute par les médias de Suède et à d'autres endroits, comme le réseau nord-américain de télévision par satellite Link TV.

La campagne a présenté également des témoignages d'ONG et de membres des communautés côtières concernées. Leurs interventions ont été énormément appréciées, comme dans le cas de Gautam Mondol, un agriculteur du Bangladesh ruiné par l'expansion des fermes crevettières, dont le témoignage a été suivi en direct par plus de mille personnes.

Au cours de l'année 2012, la campagne a poussé des ONG norvégiennes et espagnoles à organiser leurs propres campagnes contre la consommation de crevettes tropicales d'élevage.

La campagne a eu des résultats autant quantitatifs que qualitatifs. D'après les renseignements fournis par Kajsa,

- sur les cinq principales entreprises suédoises de vente au détail aux supermarchés, quatre ont cessé de vendre des crevettes tigrées ;
- la même décision a été prise par la Société internationale des restaurants, par des agences de

voyage, par des chaînes hôtelières et par une longue liste de restaurants ;

- certaines entreprises, en plus d'arrêter de vendre des crevettes d'élevage, ont contribué à diffuser de l'information et à sensibiliser le public aux problèmes environnementaux ;
- la campagne a lancé un mouvement public de diffusion d'information dans les restaurants et les supermarchés ;
- ce mouvement public a embrassé la cause et reproduit le message de la SSNC dans le web et auprès du public, dans les restaurants et les supermarchés ;
- on a constaté une diminution considérable de la consommation de crevettes tigrées, au plan local et au niveau des grossistes qui ont cessé de les commercialiser ;
- la campagne a été appuyée aussi par des chefs de cuisine de grand renom, nationaux et internationaux, et par des personnalités de la télévision.

D'après Kajsa, un des points forts de la campagne c'est qu'elle a puisé dans les organisations locales des zones concernées, comme « Redmanglar International en Amérique latine, CODDEFFAGOLF au Honduras et C-CONDEM en Équateur » ; la SSNC « a beaucoup appris [de ces organisations] sur l'aquaculture industrielle de la crevette et sur ses effets négatifs. Nous avons lu leurs rapports, nous en avons discuté et nous avons écouté leurs récits. Et le plus important c'est qu'elles ont veillé à nous faire connaître la réalité des communautés touchées. Ainsi, la force de la campagne réside dans son authenticité. Nous savons de quoi nous parlons, nous ne faisons que transmettre les opinions des communautés concernées du littoral ».

Article basé sur La campaña sueca contra los langostinos (La campagne suédoise contre les crevettes), SSNC,

<http://www.redmanglarinternacional.org/sito/images/documentos/humedales.pdf>

[index](#)

- Indonésie : des mangroves pour la vie



D'après The World's Mangroves 1980-2005 (FAO 2007), l'Indonésie possède la plus large étendue de mangroves du monde. Néanmoins, aussi bien la quantité que la qualité de ces mangroves ont diminué d'année en année. En 1982, ces forêts indonésiennes couvraient une superficie de 4,25 millions d'hectares, tandis que, d'après les estimations, en 2009 n'atteignaient pas 1,9 million d'hectares (KIARA, 2010).

Selon le rapport Situation de l'environnement indonésien 2009 publié par le ministère de l'environnement, « Les mangroves de Sumatra du Nord couvraient 306 154,20 hectares dont 9,86 % étaient en mauvais état ».

La diminution de la quantité et de la qualité des mangroves a amoindri le rôle de tampon que jouent ces écosystèmes côtiers qui sont indispensables à la survie des espèces du littoral et à d'autres êtres vivants marins mais aussi à celle des habitants de la zone, en raison de l'accroissement de l'abrasion, de la réduction de la pêche, de l'invasion de l'eau de mer plus loin à l'intérieur, de la propagation du paludisme et ainsi de suite.

Sur le littoral oriental de Sumatra du Nord, la superficie de la mangrove a diminué de 59,68 % : elle est passée de 103 425 ha en 1977 à 41 700 ha en 2006 (Onrizal, 2006). Des renseignements

concernant la région de Sumatra (2010) mentionnent que les mangroves du district de Langkat couvraient 36 000 ha ; à présent, il n'en reste que 10 000 ha. La diminution en quantité et en qualité est due à l'expansion des plantations de palmiers à huile et des fermes crevettières qui, en plus d'endommager les écosystèmes côtiers, ont des effets négatifs sur les revenus des pêcheurs traditionnels.

Le cas de Sumatra

La mangrove est très importante pour les communautés du littoral, comme celles de la côte orientale du district de Langkat en Sumatra du Nord. À Langkat, 35 000 hectares de mangrove s'étendent sur 100 kilomètres, bordés par la Régence de Deli Serdang et le district d'East Aceh, Nanggroe Aceh Darussalam. Seuls 10 000 acres restent en bon état.

Les communautés du littoral sont très inquiètes à cause du rétrécissement de la mangrove, qui en plus de réduire les revenus des pêcheurs rend la population plus vulnérable aux désastres. En ce qui concerne leurs revenus, les pêcheurs doivent, par exemple, s'éloigner davantage de l'estuaire vers la mer pour attraper des poissons.

Les dégâts de l'écosystème de mangrove ont commencé en 1980, peu après que le gouvernement a décidé l'expansion des fermes crevettières. La propagation de maladies a fait baisser la qualité des crevettes ainsi que celle de l'environnement côtier.

La transformation des mangroves en plantations de palmiers à huile a eu lieu dans presque toutes les zones côtières de Langkat : Secanggang, Tanjung Pura, Gebang, Babalan, Sei Lapan, Brandan West, Pangkalan Susu, Besitang et Pematang Jaya, malgré l'opposition des habitants.

Table 1. La portée des dégâts causés aux mangroves de Langkat

No.	Sub-district	Superficie (ha)	Superficie fortement atteinte (ha)
1	Secanggang	9.520	1.125
2	Tanjung Pura	2.750	2.110
3	Gebang	4.959	4.959
4	Babalan	1.700	1.200
5	Sei Lapan	1.200	885
6	Brandan Barat	4.808	4.808
7	Besitang	5.457	5.457
8	Pangkalan Susu	4.876	4.876
9	Pematang Jaya	-	-
	Total	35.000	25.420

Table 2. Transformation de mangroves

No	Résultat de la transformation	Superficie (ha)
1	Fermes / plantations de palmiers à huile	19.750

2	Mangroves abattues	980
3	Dégâts	3.450
4	Divers	3.040
	Total	25.420

Les compagnies qui ont été dénoncées pour avoir transformé des mangroves en plantations sont PT Sari Bumi Mangrove (SBB), PT. Pelita Nusantara Sejahtera (PNS), PT Marihot, PT. Buana et PT CP ; ont été dénoncés également des représentants du parti qui a remporté les élections en 2009. L'Association des pêcheurs traditionnels indonésiens (KNTI) estime que le programme de réhabilitation des forêts et des terres qui est en cours depuis 2006-2008 a échoué parce que la conversion des mangroves se poursuit à grande échelle.

La transformation des mangroves pose de nouveaux problèmes aux pêcheurs et aux communautés du littoral du district de Lankat, Sumatra du Nord : (1) érosion de la côte due à la transformation des écosystèmes de mangrove dans le sub-district de Pesisit et à Small Island, district de Langkat ; (2) perte de certains endroits où gagnaient leur vie les habitants des villages de Perlis, Kelanta, Lubuk Kasih et Pangkalan Batu ; (3) augmentation des coûts pour les pêcheurs qui doivent aller plus loin au large pour trouver du poisson ; (4) possibilité de multiplication des conflits ; (5) perte de la possibilité d'utiliser la terre pour l'agriculture ; (6) perte de l'eau souterraine comme source d'eau potable pour les 180 000 habitants de la communauté de Haru Bay, Langkat, à cause de la pénétration de l'eau de mer ; (7) danger accru de la marée haute à cause de la disparition de la mangrove.

La disparition des mangroves

Au cours des deux dernières décennies, un tiers des mangroves du monde a été détruit. La Royal Society britannique, à laquelle participent de nombreux scientifiques illustres, a dit les dégâts ont été causés par l'activité humaine et, en particulier, par l'expansion des bassins d'élevage de crevettes.

La Coalition populaire pour la justice dans la pêche (KIARA) estime que l'étendue des mangroves indonésiennes a diminué de façon drastique, passant de 4,25 millions d'hectares en 1982 à moins de 1,9 million d'hectares en 2013. La dégradation de ces forêts a éliminé leur capacité de contrôler les inondations et, par conséquent, a fait diminuer la productivité des zones de pêche et de l'habitat côtier en général, tout en augmentant la vulnérabilité des communautés de la zone face aux tempêtes et aux grosses vagues. Ainsi, les moyens d'existence des habitants ont été coupés et la toxicomanie a augmenté dans les communautés.

Le gouvernement – surtout le ministère des Affaires maritimes et de la Pêche – voit la nature comme une simple marchandise qui sert à avantager un petit nombre de personnes. La détérioration des mangroves reflète le peu d'importance que le gouvernement accorde au rôle qu'elles jouent.

L'étude de la Royal Society a conclu que les dégâts causés à la mangrove par l'expansion des fermes crevettières ne sont pas comparables aux pertes subies par les communautés côtières et par la nature. En Thaïlande, par exemple, les fermes crevettières donnent un bénéfice de 9 632 USD par hectare qui ne profite qu'à une poignée de personnes.

L'expérience de la Thaïlande, où les gains sont privatisés et les frais sont à la charge du public,

devrait orienter les politiques relatives à la protection contre l'exploitation d'écosystèmes aussi importants et critiques que les mangroves et qui, surtout, influent sur la vie de beaucoup de personnes. En Indonésie, trois facteurs déterminent surtout la dégradation des mangroves.

Le premier est l'expansion de l'industrie aquacole, comme dans le cas de la province de Lampung. Le deuxième est l'expansion urbaine, comme dans le golfe de Jakarta, à Padang (Sumatra occidental), à Makassar et à Manado (Sulawesi du Nord). Le troisième est la pollution de l'environnement. L'expansion actuelle des plantations de palmiers à huile aggrave aussi les dégâts que subissent les écosystèmes de mangrove en Indonésie.

Les activités de surveillance de KIARA dans le district de Langkat, Sumatra du Nord, ont montré que la transformation de la mangrove en plantations de palmiers à huile s'étend jusqu'à une distance de 5 mètres du bord de la mer ce qui, de toute évidence, ne respecte pas la loi du pays concernant la protection des écosystèmes côtiers. Si cette tendance continue, l'archipel indonésien subira davantage de catastrophes écologiques de grande portée.

Les mangroves en tant qu'espaces de vie

L'Indonésie, où se trouve un cinquième des mangroves du monde, est soumise à un processus de destruction massive par l'industrie aquacole et surtout par les fermes crevettières, qui se traduit par la perte des revenus des pêcheurs locaux.

Une des principales menaces à la durabilité de la pêche est la destruction des écosystèmes côtiers comme les mangroves, exacerbée par le changement climatique. Le résultat est l'augmentation de la température de l'eau et l'acidification des océans, qui accélère les modifications des écosystèmes aquatiques. Le changement climatique modifiera la distribution et la productivité des poissons et d'autres espèces d'eau douce et marines. Ceci a de l'impact sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture, en particulier pour les communautés côtières dont la subsistance dépend de la pêche.

L'ironie de la chose c'est que les zones côtières et les zones de pêche sont traitées maintenant comme de simples marchandises. Des compagnies japonaises contrôlent l'industrie perlrière ; la Thaïlande et Taïwan prévoient déjà de développer leurs industries de la pêche et l'aquaculture ; plusieurs entreprises européennes contrôlent l'industrie du tourisme marin, tandis que les États-Unis, l'Allemagne et l'Australie proposent la conservation marine au moyen du « carbone bleu » et mentionnent le changement climatique en Indonésie pour justifier le besoin de protéger les zones marines. Ce qui en découle, c'est la privatisation complète des zones de pêche traditionnelles ou des régions côtières.

En définitive, l'existence des mangroves en tant que ceintures vertes doit être protégée par des règles strictes ; leur défrichage pour l'installation de fermes crevettières ou des plantations industrielles doit être stoppé, ainsi que le tourisme privé qui limite les droits des pêcheurs traditionnels et des communautés côtières. En revanche, des organisations telles que la Fraternité des femmes pêcheurs d'Indonésie (créée par KIARA et par l'Alliance pour des villages prospères) ont montré que les initiatives villageoises, grâce auxquelles les mangroves sont une source de revenus et une garantie de bien-être pour les communautés locales, contribuent à protéger les mangroves et devraient être soutenues.

Abdul Halim, secrétaire général de The People's Coalition for Fisheries Justice (KIARA), Indonésie, adresse électronique : sobatliem007@gmail.com

- Bangladesh : l'impact de l'industrie crevettière sur les femmes

(Photo: SSNC)

L'accaparement de terres et les cas d'intimidation constatés par une équipe de chercheurs de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) dans les zones d'élevage de crevettes des environs de Khulna touchent des familles entières dont les terres et les moyens de subsistance ont été détruits.

L'organisation Nijera Kori et d'autres experts en droits de la femme affirment que l'expansion des bassins d'élevage de crevettes aurait en outre un effet particulièrement négatif sur les femmes.

Dans les alentours de Khulna où abondent les élevages de crevettes on constate une augmentation de la vulnérabilité des femmes, qui passent généralement davantage de temps seules, puisque leurs maris travaillent souvent dans des villes lointaines parce qu'ils ont perdu leurs champs. En outre, pour l'entretien et la protection des bassins de crevettes il est fréquent que les propriétaires engagent des hommes qui n'appartiennent pas aux communautés locales ; le déséquilibre démographique qui en découle perturbe la société villageoise rurale, fermée et traditionaliste.

L'organisation sociale du Bangladesh, Nijera Kori, qui compte plus de 200 000 membres, s'est opposée avec énergie à la dégradation environnementale et aux violations des droits de l'homme commis par l'industrie crevettière. Parmi ses plaintes figurent des viols et même des enlèvements de femmes, lesquels seraient relativement fréquents mais souvent difficiles à prouver. D'après les témoignages recueillis, si une femme se plaint de harcèlement ou d'attaques, il est probable que le système judiciaire donnera raison à l'élite constituée par des hommes et des industriels crevetters, plutôt qu'à la femme qui en a été victime. Cette situation enlève tout espoir aux femmes et donne aux hommes qui travaillent dans les fermes crevetrières un sentiment d'immunité qui les encourage au harcèlement ou à des crimes violents qui bénéficient d'un certain degré d'impunité.

Bien que la violence à l'égard des femmes soit très courante au Bangladesh, sur la base de son activité dans plusieurs régions côtières du pays Nijera Kori affirme que les facteurs précédemment mentionnés rendent plus probable que les femmes soient victimes de violence sexuelle lorsque l'élevage industriel de crevettes a lieu dans la zone.

Sur les abus constatés au cours de l'enquête de la SSNC, les cas de viol sont, bien entendu, les plus extrêmes. D'après Sadika Halim, chargé du droit à l'information et expert en droits des femmes du Bangladesh, ces cas ne font pas l'objet de témoignages isolés mais s'insèrent dans une tendance générale aux abus dans le secteur de l'industrie crevettière.

Cette industrie allègue que les emplois éventuels pendant les étapes de rassemblement des jeunes crevettes, de préparation des bassins et dans les lignes de production des usines de traitement donneraient aux femmes un certain degré d'autonomie grâce à la possibilité de recevoir un salaire. Pourtant, cette affirmation est remise en question par les experts et les témoins interviewés par l'équipe de recherche de la SSNC, lesquels affirment en général que l'industrie crevettière du Bangladesh met en danger les droits et la sécurité des femmes pendant

toutes les étapes du processus de production.

D'après Sadika Halim, « Plusieurs études sur l'élevage de crevettes ont trouvé des indices qui suggèrent sans ambiguïté que les femmes et les enfants des communautés concernées sont les plus atteints, du point de vue social et économique, et que ce sont eux qui subissent le plus de violations des droits de l'homme, sous la forme de violences physiques diverses, y compris le viol et la torture ».

Par exemple, les femmes qui rassemblent les jeunes crevettes travaillent souvent pour un salaire infime ou pour rien ; il est fréquent que leurs rapports avec les commerçants ou dhadon soient ceux du travail forcé et qu'elles finissent par s'endetter à leur égard. Quand elles n'ont pas d'emploi, les femmes de la famille doivent travailler davantage parce que, l'élevage de crevettes ayant accaparé peu à peu le territoire, elles doivent aller plus loin pour se procurer du combustible, de l'eau douce et des aliments.

Des dizaines d'usines de crevettes fonctionnent à proximité des villes de Khulna et de Cox's Bazaar, au Bangladesh. Cette multitude d'entreprises qui commercialisent souvent de nombreuses marques de crevettes sous un même toit, obtiennent le gros de leurs revenus du traitement des crevettes d'élevage, de leur exportation et de leur vente aux commerçants, aux détaillants et finalement aux consommateurs de fruits de mer des pays industrialisés. Près de 55 % des crevettes produites au Bangladesh pour l'exportation voyagent à l'Union européenne, et 35 % aux États-Unis. Le reste est, pour la plupart, vendu au Japon.

De même que la plupart des usines de crevettes, Sobi Fish Processing Industry et Jalalabad Frozen Foods obtiennent leurs crevettes grâce à un réseau complexe de commerçants de divers niveaux dans les alentours de Khulna, et fournissent à leur tour de nombreux distributeurs européens tels que Seamark, une énorme entreprise dont le siège est au Royaume-Uni.

De nombreuses usines de traitement des crevettes entourent le fleuve aux alentours de Khulna. L'équipe de la SSNC n'a pas pu entrer dans ces installations à cause de la forte surveillance et des soupçons à l'égard des observateurs étrangers. L'enquête menée par Sadika Halim montre que les femmes qui travaillent dans ces usines où les crevettes sont préparées pour être exportées vers l'Union européenne et vers les États-Unis sont victimes d'intimidation, d'insécurité financière et de problèmes de santé. Il est fréquent que les femmes aient des contrats de travail temporaire, ce qui les laisse dans l'insécurité économique et les empêche de constituer des syndicats ou d'autres plateformes qui leur permettent de lutter pour de meilleures conditions de travail.

Faute de contrats formels, les femmes sont souvent victimes des superviseurs des usines, qui les harcèlent et les forcent à se prostituer pour ne pas perdre leur travail. Selon Sadika Halim, les femmes semblent voir le travail dans le secteur crevettier, qu'il s'agisse d'attraper des jeunes crevettes, de nettoyer les étangs ou de travailler dans les usines, comme le seul recours dans une « situation sans options » où les possibilités de participation productive sont rares.

« La production de crevettes n'a pas seulement provoqué la dégradation économique et écologique des zones côtières, elle a aussi marginalisé les plus pauvres parmi les pauvres, dont

la plupart sont des femmes », conclut Halim.

Adaptation du chapitre « L'élevage de crevettes du point de vue des droits de la femme » du rapport « Eaux troubles. Enquête sur les impacts environnementaux et sociaux de l'industrie crevettière au Bangladesh et en Équateur » de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC), http://www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/aguas_turbias.pdf

[index](#)
